

Numéro 14 - 15 avril 2017

**Intégration du Canada au Homeland Security
et recours aux pouvoirs de police**

**Le Canada ne fait pas partie
de l'intérieur des États-Unis!**

- *Pauline Easton* -



Intégration du Canada au Homeland Security et recours aux pouvoirs de police

- **Le Canada ne fait pas partie de l'intérieur des États-Unis! - *Pauline Easton***
- **Opposons-nous à tous les prétextes servant à accroître l'autorité des États-Unis sur le Canada et les Canadiens! - *Enver Villamizar***
- **Nouveaux accords entre le Canada et la Sécurité intérieure des États-Unis - *Charlie Vita***
- **Derrière le discours sur la menace terroriste dans les aéroports canadiens - *Hilary LeBlanc***
- **L'armée et les services policiers du Canada de plus en plus sous commandement militaire américain**

Opposition aux frappes américaines en Syrie

- **Des manifestations partout au Canada et aux États-Unis condamnent l'attaque aérienne illégale**

Les États-Unis menacent la péninsule coréenne avec leur groupe d'attaque aéronavale

• **Bas les pattes de la Corée! Troupes américaines, hors de Corée! Les États-Unis doivent signer un traité de paix immédiatement! - Philip Fernandez et Yi Nicholls**

21e Séminaire international «Les partis et une nouvelle société»

- **Des partis politiques se réunissent au Mexique pour discuter des développements actuels**
- **Sur la signification de la nouvelle administration Trump - Présentation du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**

Intégration du Canada au Homeland Security et recours aux pouvoirs de police

Le Canada ne fait pas partie de l'intérieur des États-Unis!

- Pauline Easton -

Le secrétaire du Homeland Security des États-Unis, John Kelly, est le premier membre du cabinet Trump à effectuer une visite officielle au Canada. Il est venu à Ottawa le 10 mars dernier. Dans le système américain la responsabilité des relations avec les pays étrangers revient au secrétaire d'État, tandis que le secrétaire de la Sécurité intérieure est responsable des agences de sécurité agissant à l'intérieur des États-Unis, dont celles chargées des douanes et de la protection frontalière, le service secret, le service de protection fédérale, l'agence fédérale de gestion des urgences et la Garde côtière.



Cela en dit long sur la vision que les États-Unis se font du Canada et sur l'acquiescement du gouvernement Trudeau que le premier émissaire de l'administration Trump au Canada soit le responsable de la sécurité intérieure des États-Unis. La mission du Homeland Security est de « protéger le peuple américain, notre patrie et nos valeurs ». Selon les rapports officiels sur la visite, un des sujets principaux abordés par John Kelly était la « protection » du Canada par les États-Unis en étendant l'autorité américaine au Canada et en éliminant la frontière comme limite à leur ressort territorial.

Le secrétaire à la Sécurité intérieure est un des nombreux anciens militaires à contrôler des agences civiles dans la nouvelle administration américaine. Kelly est un ancien haut gradé de l'armée américaine. Il était commandant du Southern Command et de la Multi-National Force-West durant l'occupation de l'Irak de février 2008 à février 2009. Il a abordé des sujets très variés avec les représentants du gouvernement canadien lors de sa visite, notamment la sécurité de l'aviation, la collaboration en matière d'application de la loi, les infrastructures, l'immigration, les réfugiés et la politique sur les visas. Il a rencontré le ministre de la Sécurité publique Ralph Goodale, le ministre des Transports Marc Garneau, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté Ahmed Hussen et la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland.

Pour justifier le recours croissant aux pouvoirs de police dans les affaires civiles, la visite du secrétaire américain a été l'occasion de répéter les affirmations que lui et d'autres font au sujet de menaces terroristes contre les transporteurs aériens du Canada. Même les rapports au sujet d'abus de pouvoirs policiers envers les Canadiens à la frontière ont été l'occasion d'un débat à savoir s'il s'agissait d'actes arbitraires ou d'actes justifiés. Par exemple, le secrétaire Kelly a écarté les inquiétudes de nombreux Canadiens au sujet du profilage arbitraire à la frontière en disant que ceux qui se sont vu refuser l'entrée ou qui ont été détenus et interrogés doivent être considérés comme des suspects et des menaces possibles à la sécurité. « Ceux qui sont arrêtés, un très petit nombre, il y a une raison de les arrêter. Ils diront ce qu'ils voudront à la presse mais personne n'est arrêté à cause de sa religion ou de ses opinions politiques », a-t-il dit au *Globe and Mail*. Plus tôt, il a dit à la Presse canadienne que des gens peuvent être arrêtés si leur nom apparaît sur une liste. « Il y a une raison pour cela, dit-il, Ce n'est pas à cause de leur race, ni de leur religion ou de la langue qu'ils parlent. »

Pour sa part, le ministre Goodale a refusé de s'adresser aux sérieuses inquiétudes qu'ont beaucoup de Canadiens au sujet du nombre d'incidents qui portent à croire à un profilage racial, politique ou autre à la frontière. Admettant qu'il y a eu « un certain nombre d'incidents ces dernières semaines », il a dit que si les gens « se sentent lésés de quelque manière, il faut profiter du recours disponible... Si les gens ne portent pas plainte, il n'y a aucune façon de savoir de façon définitive combien de ces incidents ont lieu. »

La conclusion que les Canadiens sont censés tirer est que le recours aux pouvoirs arbitraires est toujours justifié puisqu'ils sont en place pour assurer la sécurité, ce qui est faux. En fait, toute la problématique est présentée de façon trompeuse puisque les pouvoirs policiers sont par définition arbitraires. Mais grâce à cette diversion le gouvernement des pouvoirs de police et la prise de contrôle du ressort territorial canadien deviennent un fait accompli.

Les Canadiens ne doivent pas tomber dans le piège et croire que l'utilisation des pouvoirs policiers arbitraires est justifiée pour des raisons de sécurité tant qu'il y a des règles en place pour limiter les excès et les abus et les identifier quand ils se produisent. Le débat au sujet du profilage légitime ou illégitime, du partage de l'information, des détentions et déportations sert à justifier un



gouvernement des pouvoirs de police. Il est utile de rappeler qu'en Allemagne nazie des lois ont été adoptées pour retirer aux juifs leurs droits de citoyenneté et en faire des sujets du Reich. Les lois de Nuremberg adoptées le 15 septembre 1935 par le Reichstag lors d'une session spéciale convoquée par le rassemblement annuel du parti nazi à Nuremberg étaient des lois antisémites. Or, de soi-disant modérés à l'intérieure de la bureaucratie hitlérienne ont protesté que pour appliquer ces lois il fallait des règles permettant d'identifier les juifs et de déterminer le degré de leur ascendance juive. Cette opposition entre l'aile extrême et l'aile modérée de la bureaucratie nazie n'est pas dissemblable à l'opposition entre « extrémistes » ou « extrême droite » et ceux qui, dans les cercles dominants des États-Unis et du Canada, s'accommodent parfaitement des pouvoirs de police en autant que cela s'inscrive dans l'état de droit.

Cette première visite officielle d'un membre de l'administration Trump, par un secrétaire à la

Sécurité intérieure, laisse prévoir d'autres trahisons du gouvernement canadien qui place le Canada sous juridiction américaine à l'heure où grandissent les dangers de guerre contre des rivaux des États-Unis, y compris les frappes aériennes en Syrie et les tentatives d'isoler la Russie. Avec un discours au sujet de la défense de l'« intérieur » des États-Unis, on cherche à faire accepter aux Canadiens le recours aux pouvoirs de police sous prétexte qu'on peut les rendre « non arbitraires » ou que l'arbitraire est « une conséquence imprévue » qu'il faut accepter pour le plus grand bien de tous.

C'est inacceptable.



Opposons-nous à tous les prétextes servant à accroître l'autorité des États-Unis sur le Canada et les Canadiens!

- Enver Villamizar -

Le projet de loi C-73 du gouvernement Trudeau, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis*, propose d'accroître considérablement les pouvoirs et la présence de douaniers américains au Canada. Le projet de loi a été déposé le 17 juin 2016 et a été renvoyé le 6 mars au Comité permanent de la Sécurité publique et nationale de la Chambre des communes.



Le « précontrôle » est un processus par lequel on s'acquitte des modalités des douanes du pays de destination avant de quitter le pays d'origine. Le projet de loi C-23 étendrait ce processus de quelques aéroports désignés au Canada aux passages transfrontaliers terrestres et maritimes. Il permettrait le précontrôle de cargaisons par des agents américains installés dans des centres canadiens et autoriserait aussi le port d'armes et la détention par les agents américains de même que les fouilles et le recours à la force contre des Canadiens dans les centres de précontrôle au Canada même. Il accorderait aussi au ministre de la Sécurité publique le pouvoir de désigner de nouveaux centres de précontrôle où les agents

américains détiendraient ces pouvoirs. Contrairement aux arrangements actuels et relativement restreints en matière de précontrôle en vigueur dans certains aéroports canadiens, les agents américains seraient autorisés à détenir les Canadiens qui choisiraient de quitter les lieux pendant le processus de précontrôle aux douanes.[1]

Le projet de loi C-23 mettrait en oeuvre l'entente conclue le 15 mars 2016 lors de la première visite d'État officielle du premier ministre Trudeau aux États-Unis sous la présidence Obama. Le cadre général permettant d'augmenter le nombre d'agents américains au Canada par le biais d'opérations de précontrôle américaines faisait partie de l'accord « Au-delà de la frontière : une vision commune de la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique » conclu entre le gouvernement Harper et l'administration Obama en 2011. En 2011, lorsque le gouvernement

Harper avait tenu des consultations avec ceux qu'on décrivait comme étant des « partenaires » dans l'application de l'entente « Au-delà de la frontière », près de la moitié des opinions exprimées étaient défavorables à toute expansion de la présence de forces de sécurité américaines au Canada. On peut donc dire que le gouvernement de Harper et celui de Trudeau ont procédé sans le consentement des Canadiens et en dépit de leur opposition.

Selon le gouvernement Trudeau, les premiers nouveaux centres de précontrôle seront installés à l'aéroport Billy Bishop à Toronto, à l'aéroport Jean Lesage à Québec et, pour les passagers du transport ferroviaire, à la Gare centrale de Montréal ainsi qu'à la ligne ferroviaire Rocky Mountaineer en Colombie-Britannique, de même qu'à « certains sites ferroviaires et maritimes en Colombie-Britannique ». Bien qu'on dise de l'entente qu'elle est réciproque, aucun centre de précontrôle canadien n'est prévu en sol américain.

Argumentation irrationnelle et intéressée

Lorsque le projet de loi C-23 a été déposé avant la tenue des élections du 8 novembre aux États-Unis, les libéraux ont vanté les mérites du précontrôle comme un moyen de rendre les voyages et le commerce avec les États-Unis « plus efficaces ». Sécurité publique Canada a simplement annoncé, par voix de communication, des « mesures pour assurer des déplacements plus efficaces entre le Canada et les États-Unis » et que le gouvernement avait déposé un projet de loi qui allait comporter des « avantages économiques et liés au voyage » pour certaines régions. Le gouvernement déclarait que ces mesures permettraient désormais à plus de Canadiens « de profiter des avantages associés aux opérations de précontrôle », dont « un accès direct à plus de destinations américaines, et une plus grande croissance économique pour les économies locales qui bénéficieront de l'accroissement du tourisme ».

Depuis ce temps-là, la faction Trump de la classe dominante des États-Unis l'a emporté sur la faction Clinton et a cherché à gouverner par le biais de pouvoirs policiers illimités, notamment en imposant une série de décrets déstabilisants, bellicistes et racistes. Deux de ces décrets -- l'interdiction d'entrée aux États-Unis de citoyens provenant de certains pays ciblés par les États-Unis et l'arrêt de l'accueil des réfugiés -- ont déjà eu des répercussions à la frontière entre le Canada et les États-Unis et sur les droits des Canadiens qui voyagent.

Ces décrets -- le premier émis le 27 janvier qui a suscité une résistance de masse et les contestations judiciaires et le deuxième émis le 6 mars, une nouvelle version du premier qui devait soi-disant respecter les ordonnances du tribunal -- ont eu comme conséquence le refoulement de citoyens et de résidents canadiens tentant de traverser la frontière et l'incertitude à savoir si les citoyens canadiens qui détiennent aussi la citoyenneté de l'un des pays ciblés seraient autorisés à traverser aux États-Unis. Diverses organisations, dont les Guides du Canada et la Commission scolaire du district de Toronto, ont annoncé qu'elles n'organiseraient plus de voyages aux États-Unis pour éviter que quiconque soit refusé. Depuis, il y eu de nombreux incidents de profilage de Canadiens à la frontière.[2] Selon les médias, de nouvelles mesures de « contrôle extrême » seront bientôt mises en oeuvre pour obliger les voyageurs à donner aux douaniers accès à leurs cellulaires et à leurs comptes de médias sociaux et à répondre à des questions touchant à leurs croyances.



En réponse à ces sérieuses préoccupations des Canadiens qui craignent qu'eux-mêmes et leurs pairs soient ciblés à la frontière, le gouvernement du Canada prétend maintenant que le fait de placer des douaniers américains armés au Canada est une mesure de défense des droits des Canadiens. Le 21 février, le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, a dit que les mesures frontalières des États-Unis seront menées « sous l'égide protectrice des lois canadiennes et de la *Charte canadienne des droits et libertés* ». Son secrétaire parlementaire, Mark Holland, a même suggéré que « si quelque chose va mal... nous voudrions bien être du côté canadien de la frontière ». Ce n'est pas très rassurant de voir ces gens s'inquiéter que quelque chose puisse « aller mal » alors que le gouvernement libéral n'a rien dit pour défendre les Canadiens qui se sont fait profiler et imposer des mesures arbitraires.



La justification du projet de loi C-23 est irrationnelle puisque sa prémisse n'est pas comment défendre les droits des Canadiens, leur sécurité et l'économie. Au contraire, sa prémisse de base est que le Canada et son économie doivent être assujettis à un gouvernement de pouvoirs policiers et non à un gouvernement des lois et que la sécurité nationale sera défendue sous les bottes de l'État impérialiste américain et de ses pouvoirs policiers. Dans ce contexte, l'accroissement du contrôle direct d'agents et même de soldats américains devient quelque chose de « bon pour les affaires » et même

nécessaire pour protéger la « performance » des entreprises « canadiennes » qui dépendent du commerce transfrontalier. Toute position de principe, à savoir que le Canada est un pays souverain et que son peuple a le droit de se prononcer sur ce qui se passe sur son territoire et sur toutes les questions affectant sa vie, devient un obstacle à cette « efficacité ».

Loin de défendre les Canadiens, le gouvernement défend le pouvoir d'agents américains sur les citoyens et résidents du Canada en laissant planer le doute sur les motifs des Canadiens dans les centres de précontrôle et en suggérant même qu'ils pourraient être des terroristes ou des criminels. Le ministre Goodale a déclaré que ces pouvoirs de détenir des Canadiens qui désirent se soustraire aux mesures de précontrôle visent simplement à « empêcher que des gens viennent sonder les sites de précontrôle pour déceler des failles dans la sécurité frontalière avant de quitter les zones de précontrôle sans se faire remarquer ».

Immunité pour les agents frontaliers

L'affirmation que les Canadiens vont être protégés par la *Charte des droits et libertés* des abus commis par les agents américains est non seulement diversionnaire mais fausse. La Charte repose sur la prémisse antidémocratique selon laquelle il revient aux pouvoirs arbitraires d'imposer les soi-disant limites raisonnables aux droits.

Néanmoins, la question de la juridiction et de quelle loi prévaut est importante parce qu'elle soulève la question à savoir quelle autorité est suprême et quel est l'objectif de cette autorité. Où réside la juridiction est une question importante en ce moment et pas seulement parce que les Canadiens ne veulent pas être soumis aux caprices de l'État américain. Un article du 20 janvier 2016 du *Marxiste-Léniniste* traitant des nouveaux arrangements de sécurité établis à ce moment là entre le Canada et les États-Unis mentionnait ceci : « La question de quelle autorité préside sur quelle juridiction est essentielle pour déterminer qui vous défendra et dans quelles circonstances. »[3] Cela a également des implications sur la possibilité de rendre les autorités

redevables de leurs actes et sur la capacité de demander réparation pour les torts commis. À cet égard, le projet de loi C-23 va continuer de couvrir d'une vaste immunité les agents américains des services frontaliers au Canada. Dans les cas de violations des droits des Canadiens ou de la loi canadienne, les États-Unis ont première juridiction sur l'enquête et la poursuite, laquelle peut être invoquée en informant le pays hôte.

Le projet de loi accorde aussi l'immunité aux agents du précontrôle et à leurs décisions au Canada, notamment :

- « En matière civile, aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le contrôleur à l'égard d'un acte -- action ou omission -- accompli dans l'exercice de ses attributions sous le régime de la présente partie.
- « La décision d'un contrôleur de refuser d'effectuer le précontrôle ou de refuser d'admettre, conformément aux lois des États-Unis, une personne ou un bien aux États-Unis n'est pas susceptible de révision judiciaire au Canada. »

Le département américain de la Sécurité intérieure a émis un communiqué de presse sur l'accord de précontrôle Canada-États-Unis avant que le projet de loi ne soit présenté qui disait que « les privilèges et l'immunité des contrôleurs » seront examinés « par un cadre de juridiction partagé dans lequel le pays de départ peut de manière générale exercer la première juridiction criminelle pour des actes commis par ses contrôleurs dans l'exercice de leurs fonctions officielles dans le pays hôte ».

Autrement dit, les États-Unis vont continuer d'exercer « la première juridiction criminelle pour des actes commis par leurs contrôleurs dans l'exercice de leurs fonctions officielles ». Cela contredit l'affirmation du gouvernement canadien que les agents de services frontaliers américains vont agir « conformément au droit canadien, notamment à la *Charte canadienne des droits et libertés*, à la *Déclaration canadienne des droits* et à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* ».

C'est une fraude que de prétendre que l'adoption du projet de loi C-23 est un facteur assurant la défense des droits des Canadiens contre les agents américains compte tenu d'où réside la juridiction et de l'absence de toute autorité chargée de défendre les Canadiens. Que ces pouvoirs arbitraires soient accordés par le Parlement canadien ou jugés conformes à la constitution, il reste qu'ils n'ont aucune légitimité aux yeux des Canadiens.

Notes

1. Sujets de préoccupation en ce qui concerne le projet de loi C-23

- Le projet de loi C-23 permet aux agents de « détenir le voyageur aux fins de fouille à nu, s'il a également des motifs raisonnables de soupçonner que les conditions suivantes sont remplies : (i) le voyageur a sur lui des biens dissimulés ou quelque chose qui pourrait présenter un danger pour la vie ou la sécurité de quiconque, (ii) la fouille est nécessaire pour maintenir la sécurité ou le contrôle de la frontière. »
- Le projet de loi permet aux agents américains de détenir un individu « s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis une infraction à une loi fédérale... »
- Même s'il n'est pas détenu, le voyageur qui se soustrait au précontrôle est tenu « de répondre véridiquement à toute question posée au titre de l'alinéa 31(2)b) par le contrôleur aux fins d'identification ou de vérification des motifs pour lesquels il se soustrait » et pendant ce temps les agents des services frontaliers conservent tous leurs pouvoirs.

- Le projet de loi C-23 autorise un agent américain à demander qu'un agent des services frontaliers canadiens amène tout voyageur canadien se rendant aux États-Unis, présumément dans un aéroport, une gare de trains ou un passage frontalier, à une zone de précontrôle où la personne sera placée sous l'autorité des États-Unis.

- Au sujet du recours à la force, le projet de loi C-23 écrit que « le contrôleur qui agit sur le fondement de motifs raisonnables est fondé à faire tout ce que la présente loi exige ou autorise et à employer la force nécessaire à cette fin ». Cette clause est assortie d'une soi-disant limite selon laquelle « il n'est toutefois pas fondé à recourir à la force avec l'intention de causer la mort ou des lésions corporelles graves, ou quand un risque de mort ou de telles lésions existe, sauf s'il a des motifs raisonnables de croire que cela est nécessaire pour assurer sa sécurité ou celle de toute autre personne sous sa protection contre une menace de mort ou de lésions corporelles graves. »

2. Voici quelques exemples :

- Fadwa Alaoui de Montréal a voulu se rendre au Vermont avec ses deux enfants pour y faire des achats. Les agents américains des services frontaliers l'ont refoulée après lui avoir posé des questions sur sa religion et ses opinions sur le président Donald Trump. Selon elle, la plupart des questions portaient sur sa religion. « Je me suis sentie humiliée, traitée comme si je n'étais même pas une personne », a-t-elle dit à CBC News.

« Il a demandé : Êtes-vous pratiquante ? Quelle mosquée fréquentez-vous ? Quel est le nom de l'iman ? À quelle fréquence allez-vous à la mosquée ? De quels genres de discussions êtes-vous témoin à la mosquée ? Est-ce que l'iman vous parle directement ? », a dit Alaoui. Les agents des services frontaliers lui ont aussi posé des questions sur des vidéos en arabe qu'elle avait sur son téléphone. Elle a répondu qu'il s'agissait de vidéos de prières quotidiennes. Les agents lui ont alors dit : « Vous n'êtes pas autorisée à vous rendre aux États-Unis parce que nous avons trouvé sur votre téléphone des vidéos qui sont contre nous », a dit Alaoui. (*CBC News, 8 février*)

- L'étudiant de 19 ans de l'Université de Sherbrooke Yassine Aber a voulu traverser la frontière à Stanstead au Québec pour prendre part à une rencontre d'athlétisme à Boston. Il a été détenu et interrogé pendant cinq heures par des agents qui lui ont finalement interdit l'entrée aux États-Unis.

« Ils m'ont demandé : 'Féquentez-vous la mosquée ?' J'ai dit 'oui, parfois'. 'Combien de fois ? Quel est le nom de la mosquée', m'ont-ils demandé. Ils m'ont posé des questions sur des gens en particulier », a-t-il dit à CBC News. Les agents ont examiné le téléphone d'Aber et disent avoir trouvé une photo sur Facebook d'un mariage où il était accompagné d'une ancienne étudiante qui s'était rendue en Syrie en 2014. (*CBC News, 10 février*)

- Manpreet Kooner, une Montréalaise de 30 ans, a été refoulée à la frontière américaine au début de mars et s'est fait dire qu'elle avait besoin d'un visa d'immigration valide pour entrer au pays. Kooner a dit qu'elle a été détenue à la frontière pendant six heures avant de se faire refuser l'accès. (*CBC News, 6 mars*)

- Michael Potter de Windsor a dit qu'il avait essayé en mars de se rendre à Détroit pour y faire du magasinage et voir des amis et qu'il avait été amené à une zone de filtrage secondaire et fouillé pendant 15 minutes en mars avant de se voir refuser l'entrée. Potter a dit avoir été appelé et rappelé pendant une heure par un agent qui lui demandait ensuite de retourner s'asseoir. Après qu'il ait été rejeté, Potter a trouvé ses effets personnels pêle-mêle dans son véhicule. Il a dit aux médias qu'il a fait ce voyage plusieurs fois dans le passé et croit qu'il a été ciblé quand il a parlé de son mari pendant le filtrage.

Potter demande au gouvernement canadien de ne pas adopter le projet de loi C-23 qui autoriserait

le « précontrôle » par des agents américains ayant pleins pouvoirs pour opérer à l'intérieur du Canada aux postes frontaliers. « Je veux juste m'assurer que les droits de personne d'autre ne vont être violés et que cela ne pourra pas se produire en sol canadien », a-t-il dit. (*CBC News*, 28 mars. *Innisfail Province*, 4 avril)

- Adeel Khan de Happy Valley-Goose Bay a été bloqué à la frontière entre Québec et New York le 22 mars en route pour aller rendre visite à sa fiancée à Washington, DC. Khan a dit que les agents des services frontaliers lui ont demandé à plusieurs reprises où il était né. Les agents ont dit qu'ils n'avaient pas assez de preuves que Khan allait revenir au Canada. Khan a dit aux médias qu'un agent s'est vanté par la suite à voix forte à ses supérieurs qu'il venait de « bloquer un autre... Mohamed . » (*CBC News*, 28 mars)

3. « Le renforcement des mesures des États-Unis pour le profilage des Canadiens », Pauline Easton et Enver Villamizar - *Le Marxiste-Léniniste*, 20 janvier 2016



Nouveaux accords entre le Canada et la Sécurité intérieure des États-Unis

- *Charlie Vita* -

Plus d'agents américains seront installés au Canada

Le secrétaire du département de la Sécurité intérieure des États-Unis John Francis Kelly, en visite au Canada le 10 mars, a émis une déclaration conjointe avec le ministre de la sécurité publique et de la protection civile Ralph Goodale soulignant les questions qui ont été discutées et les « prochaines étapes à suivre ». La déclaration conjointe annonçait aussi que les deux pays continueront de travailler sur « la cybersécurité, les infrastructures essentielles, l'application des lois commerciales et la lutte contre la radicalisation menant à la violence, ainsi que les initiatives frontalières conjointes comme les programmes de voyageurs dignes de confiance ».

La déclaration mentionne que « ces efforts commencent en renforçant nos antécédents de longue date d'opérations réussies de dédouanement des passagers ». On y lit que Goodale et Kelly ont « discuté des prochaines étapes pour l'élargissement du prédédouanement à de nouveaux emplacements des modes de transport aérien, ferroviaire, terrestre et maritime » et que « le Canada continuera également à envisager des opérations éventuelles aux États-Unis ».

Il est à noter que le projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis*, qui autoriserait l'établissement de centres supplémentaires de précontrôle et élargirait la mise en place d'agents américains en sol canadien, n'a même pas été débattu à la Chambre des communes. Le gouvernement Trudeau n'en discute pas moins « des



prochaines étapes à suivre ».

« Même s'il reste du travail à faire en matière de législation avec l'adoption du projet de loi C-23 au Canada, nous avons chargé nos fonctionnaires de rendre compte de ces questions, en plus de négocier une voie à suivre pour poursuivre le prédédouanement ou l'inspection préalable de fret, y compris la détermination de sites pilotes possibles. »

« Le partage de l'information »

« Le partage de l'information » a été présenté comme un outil permettant d'identifier les menaces afin d'assurer la sécurité. Le ministre Goodale et le secrétaire Kelly ont « réaffirmé notre engagement à l'égard de l'échange de renseignements sur les menaces à nos deux pays et sur les communications ouvertes ». Les faits qui démontrent que des individus ont fait l'objet de profilage et ont été envoyés à la torture sur la base de ces « informations partagées » ne doivent pas être discutés. Le gouvernement Trudeau s'est officiellement excusé auprès de trois Canadiens -- Abdullah Almalki, Ahmad El Maati et Muayyed Nureddin -- qui ont été déportés après le 11 septembre sur la base de faux « renseignements ». L'expression « partage de l'information » semble inoffensive mais de nombreux crimes ont été commis et continuent de l'être suite à de faux renseignements et au recours aux pouvoirs de police arbitraires.



Goodale et Kelly ont également discuté de nouveaux mécanismes de partage d'information « en matière d'entrée-sortie dès que les exigences législatives canadiennes seront satisfaites au moyen de l'adoption du projet de loi C-21 ». Le projet de loi C-21, *Loi modifiant la Loi sur les douanes*, en est à sa deuxième lecture à la Chambre des communes. À l'instar d'autres lois que le gouvernement libéral est en train de promulguer, cela fait partie de l'établissement d'un seul cordon de sécurité « nord-américain »

sous le contrôle des États-Unis. La loi permettrait à l'Agence des services frontaliers du Canada d'être informée par les organismes frontaliers des États-Unis lorsque quiconque quitte le Canada à un passage frontalier terrestre, permettrait aux agents des services frontaliers canadiens d'inspecter des produits normalement exemptés de la *Loi sur les douanes* et de partager de l'information sur les voyages avec d'autres organismes sur les Canadiens quittant le pays.

Cela va augmenter le profilage des citoyens et des résidents sur la base des « habitudes de voyage ». La surveillance des citoyens et des résidents qui vaquent à leur vie privée et à leurs affaires criminalise tout le monde, ce qui est inacceptable. Les êtres humains naissent en société et s'engagent quotidiennement dans de nombreuses relations de diverses sortes. Les considérer comme des criminels potentiels parce qu'une habitude de voyage présumée, qui leur est gardée cachée, serait suspecte, détruit la possibilité de mener une vie en sécurité.

Goodale et Kelly ont également réaffirmé que le Canada et les États-Unis continueront de partager de l'information sur ceux qui traversent la frontière des États-Unis vers le Canada en tant que demandeurs d'asile et continueront « de collaborer afin de comprendre le mouvement des migrants, et de surveiller la situation sur notre frontière terrestre commune, aux points d'entrée et entre eux ». Les demandeurs d'asile ne sont pas non plus des criminels et les traiter comme s'ils en étaient constitue une violation flagrante du droit international humanitaire.



Derrière le discours sur la menace terroriste dans les aéroports canadiens

- Hilary LeBlanc -

Lors de sa visite au Canada le 10 mars, le secrétaire américain à la Sécurité intérieure John Kelly a dit à l'émission Power Play du réseau CTV que « la menace la plus sérieuse je pense est celle d'une attaque terroriste dans le secteur de l'aviation. Je pense que c'est un peu comme une Coupe Stanley pour eux. Ils veulent faire tomber des avions et passent leurs journées à essayer de le faire ».

Il a ajouté : « Je ne peux pas vous dire le nombre des avions qui n'ont pas explosé en vol, qu'ils soient de United Airlines ou d'Air Canada, mais je peux vous dire qu'il y a des dizaines de complots qui ont lieu à tout moment. » Kelly a dit que depuis 15 ans « nous savons que nous avons découvert et mis fin à des centaines de complots » et qu'il y en a « des dizaines et des dizaines en ce moment où des gens cherchent à se rendre aux États-Unis ou à faire sauter des avions ».

Kelly n'a pas donné de preuve de ce qu'il avance sous prétexte qu'il s'agit d'une information classifiée. Il a dit que le Canada et les États-Unis sont considérés par les terroristes comme des « cibles difficiles » à cause des mesures de sécurité aux États-Unis et de la coopération « sans failles » dans le partage de l'information, notamment celle sur les passagers. Kelly a suggéré qu'à chaque jour des Canadiens évitent la mort ou les blessures dans des attaques terroristes parce qu'ils se soumettent aux agences américaines de sécurité qui protègent les Canadiens grâce à une « information classifiée ».

Le ministre de la Sécurité publique Ralph Goodale a été forcé de répondre à ces affirmations et a dit que « non il n'y a pas en ce moment de nouvelle menace terroriste spécifique contre Air Canada. Il est certain que s'il y en avait, nous agirions d'une série de façons mais le secrétaire ne faisait pas allusion à une nouvelle menace immédiate. » Plutôt que de condamner cette campagne de peur irresponsable au sujet de terroristes qui « essaient à chaque jour » de « faire tomber des avions », le ministre Goodale a aidé Kelly à s'en sortir en disant que celui-ci n'avait fait qu'une « allusion ».

Air Canada a tout de suite nié la chose. « La politique d'Air Canada en général est de ne pas discuter des questions de sécurité. Cependant la suggestion qu'Air Canada ait fait l'objet de telles menaces est sans fondement », a dit son porte-parole Peter Fitzpatrick au *Globe and mail*.

Cela fait longtemps que les États-Unis prétendent que les menaces contre les États-Unis proviennent du Canada. Il est devenu commun aussi de créer la peur au Canada au sujet d'une attaque imminente pour amener les gens à accepter le recours aux pouvoirs arbitraires de police. De plus le recours à l'hyperbole du secrétaire Kelly est conforme à la méthode de l'administration Trump de voir jusqu'à quel point elle peut briser les limites de ce qu'on a considéré jusqu'ici comme un discours et un comportement qui sont ceux d'un homme d'État. On cherche clairement à créer une nouvelle « normalité ». Au-delà des

protestations du ministre Goodale et d'Air Canada, il reste que l'idée que les pouvoirs de police



sont la façon de garantir la sécurité est présente partout.

Lorsque George W. Bush était président des États-Unis, l'ambassadeur américain au Canada Paul Cellucci avait déclaré que les Canadiens vont avoir besoin d'une attaque terroriste en bonne et due forme sur leur propre sol pour comprendre ce que les États-Unis faisaient pour combattre le terrorisme et qu'un certain nombre de villes du sud-ouest de l'Ontario pourraient être attaquées. Ces déclarations avaient été faites suite à la décision du Canada de **ne** pas participer ouvertement à l'invasion de l'Irak et suite à l'appel de l'oligarchie financière d'Amérique du Nord à l'effet que le Canada devait conclure un arrangement de périmètre de sécurité conjoint avec les États-Unis. Avec ses déclarations irresponsables Kelly demande maintenant au Canada de se soumettre à l'expansion de la domination américaine au nom de la sécurité.

Les déclarations au sujet de la présence de l'État islamique à l'aéroport de Montréal

Moins de trois semaines après les remarques irresponsables du secrétaire américain à la Sécurité intérieure John Kelly, le *Journal de Montréal* a fait rapport de ses « enquêtes » au programme du réseau TVA *J.E.*, à l'effet que l'Aéroport international Pierre Elliott Trudeau avait retiré à certains de ses employés leur autorisation de sécurité. En plus, quatre travailleurs se sont vus retirer leur accès à une zone sécurisée par « mesure de précaution ». Selon le journal, certains des employés avaient « visité des sites internet pro-État islamique (Daech), diffusé de la propagande sur les réseaux sociaux, consulté une quantité anormale de documents traitant d'armes ou d'explosifs ».

Le *Journal de Montréal* rapporte que sur les quatre retraits d'autorisations de sécurité, un était dû à un commentaire allégué d'appui à l'attaque du 14 novembre 2015 à Paris et deux autres à des déclarations que les travailleurs souffraient de « problèmes psychiatriques » qui pouvaient mettre la sécurité en danger.

Le *Journal de Montréal* a fourni un exemple de profilage et de création de doutes sur la base de l'origine nationale en disant qu'un des travailleurs à qui on avait retiré son autorisation de sécurité provenait « d'Afrique du Nord ». Il avait soi-disant partagé une « vidéo de propagande de l'EI » sur sa page Facebook. Puis, de façon contradictoire, le rapport affirmait que l'individu « semble appuyer » les Frères musulmans et l'ancien président de l'Égypte Mohamed Morsi.

Les médias monopolisés en ont profité pour suggérer que les aéroports canadiens avaient été infiltrés par des « supporters de l'État islamique ». On lit dans un rapport de Postmedia que « des employés des aéroports canadiens sont identifiés comme des supporters de l'État islamique : un reportage ». Le *24 hours* écrit à la une : « Des employés d'aéroports identifiés comme des supporters de l'EI ». Global News écrit que « Des employés de l'aéroport Trudeau de Montréal seraient radicalisés selon des rapports » tandis que le réseau CBC écrit que « l'aéroport Trudeau est sécuritaire en dépit des inquiétudes à propos d'employés radicalisés, selon des porte-paroles ».

Des reportages non fondés comme ceux-ci, qui ont recours aux demi-vérités et traitent les choses de manière hors contexte, suivent la méthode utilisée par le secrétaire américain Kelly afin de justifier l'accroissement des mesures de police dans les aéroports canadiens. Les Canadiens considèrent comme inacceptable de cibler encore plus de gens au moyen du profilage qui repose sur des critères raciaux, religieux et autres.

Le ministre des transports Marc Garneau est intervenu en disant que les aéroports du Canada sont sécuritaires parce que les agences d'espionnage et de police du Canada filtrent et évaluent constamment ceux qui obtiennent des autorisations de sécurité dans les aéroports et en décrivant les processus de filtration et de surveillance.[1]

Ces rapports douteux sur les « supporters de l'ÉI » qui travailleraient dans les aéroports canadiens et les remarques de Kelly au sujet des terroristes qui « essaient à chaque jour » d'attaquer les transporteurs aériens sont produits au moment où les gouvernements canadien et américain élaborent des arrangements qui visent à étendre la présence des agents de sécurité américains au Canada. Il est important de noter que cela donne une plus grande voix au chapitre aux États-Unis sur ce qui se passe dans le système de transport du Canada, notamment sur qui peut ou ne peut pas travailler dans les zones ou près des zones de précontrôle américaines dans les aéroports.



Toutes ces déclarations privent les Canadiens d'une position rationnelle à partir de laquelle ils peuvent examiner la question de la sécurité et des droits et visent plutôt à créer la peur et inciter les passions. Les Canadiens doivent rejeter toute tentative de diviser la classe ouvrière en dépeignant les travailleurs des aéroports comme une menace potentielle à la sécurité et de faire accepter aux gens le profilage des Canadiens par l'État sur la base de leur origine nationale.

Il faut se rappeler que ce sont les impérialistes américains, leurs agences d'espionnage et leurs forces militaires qui sont les plus grands auteurs de terrorisme dans le monde. C'est eux maintenant qui revendiquent plus de pouvoirs au Canada. Comme ce fut le cas dans le passé, la

campagne visant à semer le doute sur les travailleurs des aéroports ou à prétendre qu'il existe des complots quotidiens contre les transporteurs aériens du Canada coïncide avec la demande des États-Unis d'un contrôle accru sur la sécurité des transports au Canada. Les Canadiens doivent s'y opposer fermement.

Note

1. Le ministre Garneau a dit ce qui suit dans sa déclaration du 29 mars :

« Pour avoir accès à une zone réglementée d'un aéroport, le personnel doit obtenir de Transports Canada une habilitation de sécurité en matière de transport (HST). Avant d'accorder une telle habilitation, Transports Canada s'assure que le demandeur ne constitue pas une menace pour le réseau de transport aérien du Canada, en procédant notamment à une vérification de ses antécédents auprès du Service canadien du renseignement de sécurité, de la GRC et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

« Transports Canada a une procédure de filtrage continu selon laquelle tout détenteur d'une HST ayant accès à des zones réglementées d'un aéroport est soumis à une vérification quotidienne à partir d'une base de données de la police. En cas d'acte criminel, nous prenons des mesures sur-le-champ et pouvons suspendre ou retirer une HST. Nos protocoles de sûreté en place ont entraîné le refus ou le retrait de plus de 1 100 habilitations aux aéroports du pays au cours des deux dernières années.

« Le gouvernement a établi un système de sûreté intégré à niveaux multiples en transport, qui inclut les vérifications policières qui sont faites chaque jour. Pour limiter les risques, ce système comprend des partenariats, l'évaluation et la communication de renseignements, les services de police, la sûreté matérielle, des règlements, de la formation et des ressources techniques et humaines. Il oblige aussi les employés des aéroports à passer par un point de contrôle avant

d'accéder aux zones réglementées.

« Les Canadiennes et les Canadiens peuvent compter sur le fait que leur gouvernement prend très au sérieux toutes les questions relatives à la sûreté. Il n'hésitera pas à prendre les mesures appropriées pour atténuer les risques et réagir à toutes menaces connues auxquels le réseau de transport peut être exposé. »



L'armée et les services policiers du Canada de plus en plus sous commandement militaire américain

Les développements récents montrent que, loin de jouer leur rôle de défendre le Canada et sa population des véritables menaces qui surgiraient, les forces militaires et policières canadiennes sont de plus en plus placées sous le commandement militaire étranger, à savoir celui de l'armée américaine. Le fait que l'armée du Canada soit sous le commandement d'une puissance étrangère, en particulier une puissance impérialiste connue pour ses guerres d'agression et de changement de régime, ne favorise pas la cause de la paix et de la sécurité pour les Canadiens ; il en va de même pour les forces de police qui sont apparemment subordonnées à l'autorité civile élue mais qui sont entraînées et commandées par une force militaire étrangère.

Formation militaire sous commandement américain

Du 27 mars au 13 avril, plus de 150 membres d'un groupe-brigade mécanisé du Canada basé à Edmonton (Alberta) ont été déployés à la base commune de Lewis-McChord, près de Tacoma, à Washington, pour participer à l'exercice SPECTRAL RAM. Cela faisait partie de l'exercice WARFIGHTER de l'armée américaine, un entraînement assisté par ordinateur mené au niveau du corps et de la division de l'armée.

Selon le colonel américain Edward Bohnemar, l'exercice « permet aux unités de préparer leurs dirigeants et leurs équipes à s'intégrer parfaitement à un niveau hiérarchique supérieur afin de mener des opérations terrestres unifiées ».

Le colonel Bill Fletcher, commandant d'un groupe-brigade mécanisé du Canada, a déclaré à propos des exercices de cette année : « L'armée américaine est notre allié le plus proche et son expérience de combat durement gagnée au niveau de la division et au-delà nous offre l'occasion non seulement de pratiquer le commandement et le contrôle mais de l'exercer à un niveau supérieur pleinement activé. Nous profitons de cette occasion pour mettre en place une cohésion dans la formation avant d'oeuvrer ensemble sur le champ de bataille », a-t-il déclaré.

Police formée par les militaires américains

Le 31 mars, un communiqué de presse de la GRC rapporte que certains de ses agents, ainsi que ceux de la Police provinciale de l'Ontario (OPP) et du Service de police de Brockville, ont récemment assisté à un « Programme de formation Shiprider » à la Maritime Law Enforcement Academy (MLEA) de la Garde côtière américaine à Charleston, en Caroline du Sud. Contrairement à son équivalent canadien, la Garde côtière américaine est une branche des forces armées.

Les officiers canadiens ont été formés pour rejoindre les « Opérations intégrées transfrontalières maritimes d'application de la loi, entre le Canada et les États-Unis », appelées Shiprider. La formation comprend « des séminaires en salle de classe, des scénarios pour des études de cas,

l'étude du droit criminel connexe, la loi sur la vie privée et les politiques, à la fois du Canada et des États-Unis ». Une fois formés, les policiers armés canadiens et les agents frontaliers et gardes côtiers des États-Unis ont le pouvoir d'appliquer « des deux côtés de la frontière internationale » les lois et les règlements des deux pays lorsqu'ils sont ensemble à bord de bateaux équipés à cet effet.

La GRC rapporte qu'il y a actuellement 240 officiers formés et désignés dans le cadre du programme Shiprider. Des opérations Shiprider à plein temps ont été établies entre Surrey en Colombie-Britannique et Bellingham dans l'État de Washington ; entre Victoria en Colombie-Britannique et Port Angeles dans l'État de Washington ; entre Windsor en Ontario et Détroit au Michigan ; entre Niagara-on-the-Lake en Ontario et Buffalo-Niagara dans l'État de New York ; entre Kingston en Ontario et Alexandria Bay dans l'État de New York (la région des Mille-Îles du fleuve Saint-Laurent).

Les Canadiens intégrés à la Sécurité intérieure des États-Unis

Le 28 février, la direction du département de la Sécurité intérieure, de la science et de la technologie des États-Unis (DHS S&T) et Recherche et développement pour la défense du Canada (RDDC), ont annoncé que Colin Murray sera le premier « officier d'échange » canadien dans le cadre des opérations de DHS S&T.[1]

Le Dr Marc Fortin, sous-ministre adjoint (Science et technologie) et chef de la direction de RDDC, a louangé l'arrangement. Il a dit que « la collaboration avec nos homologues américains est essentielle pour trouver des solutions aux défis communs de la sécurité publique. Les arrangements visent à tirer parti des meilleurs esprits et des atouts du système d'innovation pour renforcer les liens existants et identifier de nouveaux domaines de coopération. »

Les antécédents de l'officier d'échange, Colin Murray, donnent une idée de ces « défis communs de sécurité publique et de sécurité ».

Murray est en fait intégré dans la structure de DHS S&T à Washington depuis la mi-décembre 2016. Selon son profil sur *LinkedIn*, il est un pilote de l'armée de l'air et a piloté sous le commandement de la marine américaine pendant trois ans. Son travail avec RDDC comprend : la supervision d'une équipe « pour pousser les limites dans les domaines tels que les médias sociaux dans la gestion des urgences, la lutte contre l'extrémisme violent, l'interopérabilité des intervenants, les technologies sans fil, les exercices en matière de sécurité, la résilience au sein de la communauté et la sécurité d'événements importants, tels que Les Jeux olympiques d'hiver de 2010 et le Sommet du G20 ».[2]

En d'autres termes, Murray est impliqué dans les actions policières visant la criminalisation de la dissidence et des activités politiques, y compris la surveillance et l'engagement par le biais des médias sociaux et ciblant les gens en fonction de leurs idées, leurs affiliations ou leurs croyances. Une telle collaboration avec les États-Unis ne garantira pas les droits et la sécurité des Canadiens ou des Américains mais les menace.

Notes

1. La Direction de la science et de la technologie est le principal groupe de recherche et de développement du département de la Sécurité intérieure des États-Unis. Le Centre de recherche en défense et sécurité du Canada (RDDC) est une agence du ministère de la Défense nationale du Canada (MDN) qui fournit de la technologie au MDN, aux Forces armées canadiennes et aux autres ministères ainsi qu'aux « communautés de sécurité publique et de sécurité nationale » pour « protéger les intérêts du Canada au pays comme à l'étranger ».

2. Le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), qui est sous le commandement du Nord des États-Unis, a été impliqué dans le commandement des opérations de sécurité lors des Jeux olympiques de Vancouver et du G20 à Toronto, dans lesquels Murray prétend avoir participé dans une certaine mesure. C'est au cours des manifestations contre le G20, en particulier, que les forces de police ont arrêté de manière préventive la veille des manifestations ceux qu'ils qualifiaient d'« extrémistes violents », établissant une atmosphère d'anarchie et de violence pour justifier une réponse massive de la police.



Opposition aux frappes américaines en Syrie

Des manifestations partout au Canada et aux États-Unis condamnent l'attaque aérienne



Ottawa, le 8 avril 2017

Suite aux frappes illégales des missiles américains contre la Syrie le 6 avril, les Canadiens de tous milieux, dont des représentants de la communauté syrienne au Canada, sont descendus dans la rue pour condamner l'attaque américaine de même que l'appui du Canada aux objectifs américains de changement de régime et de guerre en Syrie. L'esprit de toutes les actions a été de défendre la souveraineté de la Syrie, de s'opposer à l'ingérence impérialiste continue en Syrie et de dénoncer l'utilisation de prétextes frauduleux pour justifier l'agression et le changement de régime. Des manifestations ont également eu lieu partout aux États-Unis et dans le monde.



Ils ont condamné le lancement d'attaques contre un pays souverain sous quelque prétexte que ce soit, dont celui de préoccupations humanitaires. Sur cette question, les orateurs ont souligné

que les propres forces des impérialistes en Syrie sont elles aussi accusées de posséder et d'utiliser des armes chimiques. Les prétentions vertueuses des impérialistes américains qui prétendent n'avoir jamais utilisé d'armes chimiques sont déplorables. Parmi d'autres crimes, ce sont eux qui ont utilisé l'agent Orange contre les Vietnamiens qui en vivent encore les séquelles.[1]

À cet égard, par de nombreuses pancartes et dans des discours d'un bout à l'autre du pays, les manifestants ont fait des parallèles avec les guerres américaines d'agression contre l'Irak et la Libye, qui toutes deux ont été lancées sur la base d'affirmations qui se sont avérées fausses. Les États-Unis n'ont toujours pas rendu de comptes de ces mensonges et des crimes de guerre qui ont suivi, ont dit les manifestants. Voilà le problème sérieux auquel le système international fait face et non celui de l'exercice du droit de veto par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU contre les efforts des États-Unis de légitimer leurs attaques. Ce qu'il faut c'est un front uni des peuples contre les guerres d'agression.

La position du gouvernement Trudeau, qui s'est révélé être un gouvernement de guerre assujéti aux intérêts impérialistes des États-Unis, a lui aussi été condamné. En moins de 24 heures, le premier ministre Trudeau est passé d'un appel à faire enquête sur qui est responsable des morts causées par les armes chimiques le 4 avril à la louange des frappes aériennes américaines et une déclaration que le gouvernement syrien en était responsable après « qu'un allié fiable et sûr aux États-Unis nous a informés que le régime d'Assad était responsable de ces attaques chimiques ». De cette façon, les mêmes agences militaires et de sécurité qui ne peuvent pas prédire quoi que ce soit et qui sont engagées dans des combats factionnels féroces aux États-Unis deviennent tout à coup « dignes de confiance » et un joueur dans la prise de décision au Canada. Après les propos du 6 avril de Donald Trump appelant « toutes les nations civilisées à se joindre » à la campagne américaine contre la Syrie, Trudeau et ses ministres ont déclaré que « tous les peuples civilisés » doivent « parler d'une même voix » en faveur des actions américaines. Le 10 avril, Trudeau a continué à être le perroquet de la ligne des États-Unis, appelant à « la paix et la stabilité dans [une] Syrie qui ne comprend pas [le président élu de la Syrie] Bashar al-Assad »[2].

Les Canadiens d'origine syrienne ont souligné que les Syriens luttent pour une résolution de la crise sous la direction des Syriens eux-mêmes, mais que l'ingérence persistante des États-Unis et des grandes puissances européennes, du Canada, de la Turquie, d'Israël, de l'Arabie Saoudite et d'autres, y compris le parrainage de groupes terroristes à l'intérieur du pays, est un obstacle majeur. Ils ont dénoncé le fait que les États-Unis sont intervenus une fois de plus pour appuyer directement les groupes qui ont semé la terreur parmi le peuple syrien, y compris l'EI, le Front Al-Nusra et d'autres. Ils se sont opposés à l'intervention du Canada en Syrie en appui à l'ordre du jour des États-Unis, en appuyant les groupes travaillant pour le changement de régime. Ils ont affirmé que la Syrie a besoin de paix mais que cela ne sera pas réalisé par les attaques américaines et la violation de sa souveraineté ou toute autre destruction des institutions légitimes de la Syrie. Loin de cela, l'ingérence des États-Unis et du Canada vise à prolonger la crise et à prévenir toute solution dirigée par les Syriens, et créera de nouvelles tragédies.



À Montréal, une jeune réfugiée syrienne a déclaré que les autorités canadiennes l'avaient pressée de répéter la ligne des États-Unis et de l'État canadien sur la crise en Syrie et de dire que le gouvernement syrien était responsable des tragédies humanitaires. Elle a déclaré qu'elle a refusé de le faire et continue de défendre son pays contre cette agression.

Beaucoup de ceux qui se sont présentés dans ces actions pour dénoncer les attaques de missiles américains contre la Syrie et l'escalade du danger de guerre par les impérialistes américains ont également exigé que le Canada soit une zone de paix et appelé les Canadiens à créer un gouvernement anti-guerre. Les manifestants se sont engagés à intensifier le travail pour mobiliser les Canadiens afin de s'assurer que le gouvernement de guerre de Trudeau ne puisse pas parler en leur nom et de s'opposer à d'autres attaques américaines.

Pour plus d'informations, voir [LML du 8 avril 2017](#).

Revue en photos - Des actions partout au Canada

Halifax



Montréal







NON A LA
PARTICIPATION
DU CANADA DANS
LA GUERRE ET
L'AGRESSION AU
NOM DES VALEURS
CANADIENNES

Ne
touchez
pas à
la Syrie!

Non
à l'escalade
du conflit
militaire!

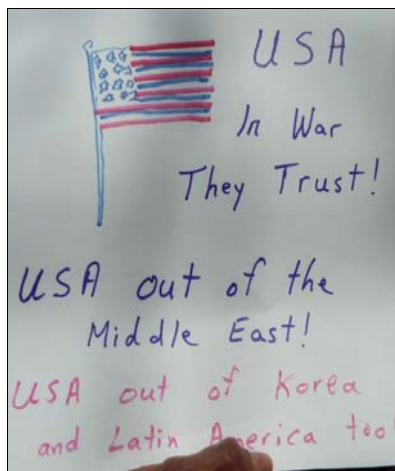
Ottawa







Toronto





Windsor



Sudbury



Edmonton



Calgary, 9 avril



Calgary, 7 avril



Vancouver, 11 avril





Vancouver, 8 avril



Vancouver, 7 avril



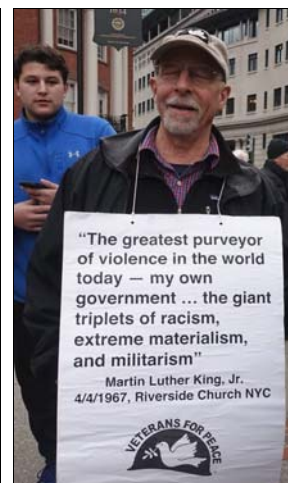
Courtenay



(Photos: LML, D. Gazmik, N. Pagliccia, S. Samples.)

États-Unis

Boston



New Haven



New York



Newark



Philadelphie





Washington



Pittsburgh



Cleveland



Détroit



Chicago



Minnéapolis



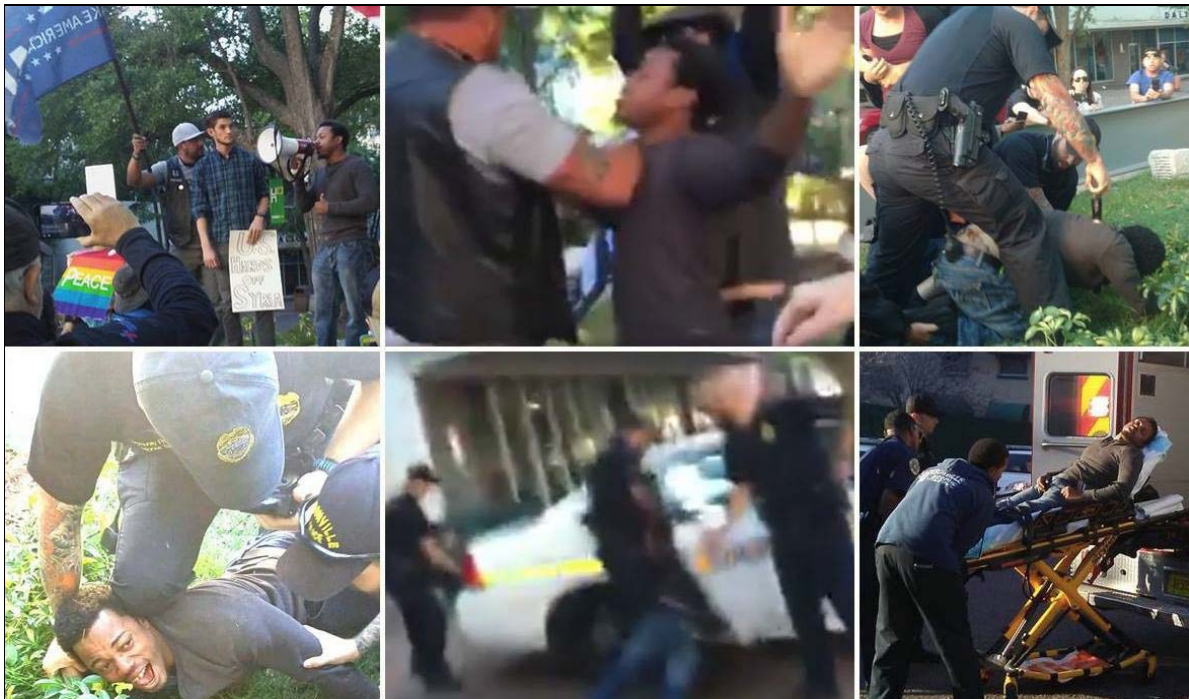
Richmond



Tampa



Fort Lauderdale



Sarasota



Columbia



Salt Lake City



Houston



Los Angeles



San Diego





Sacramento



Vancouver, Washington



Anchorage



(Photos : ANSWER, J. Chen, R. Ruch, G. Butterfield, Milwaukee Anti-War Coalition, D.N. Estelar, H. Rotman, M. Horan, Indivisible CLE, J. Piatt, Virginia Defender, Fightback News, Fibonacci Blue, R. Haynes, B. Nicholi, J. Smiley, D.J. Hartley, E. Gibson.)

Notes

1. Le 11 avril, l'attaché de presse de la Maison-Blanche, Sean Spicer, a eu l'audace de déclarer : « Nous n'avons pas eu recours aux armes chimiques pendant la Deuxième Guerre mondiale » et a ensuite prétendu que même Hitler n'avait pas eu recours aux armes chimiques : « Même quelqu'un d'aussi méprisable que Hitler n'a pas eu recours aux armes chimiques. » Lorsque l'affirmation de Spicer a été contestée, il a affirmé : « Merci. J'apprécie cette information. Oui, je comprends, Hitler les a amenées dans des centres de l'Holocauste. Moi, ce que je soutiens, c'est que ce qui est particulier à Assad c'est qu'il a attaqué des villes avec des armes chimiques. »

2. La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a affirmé à la sortie d'une réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 en Italie le 11 avril : « Le point de vue du Canada, en particulier à la lumière de ce qui n'est rien de moins qu'un crime de guerre -- le recours aux armes chimiques la semaine dernière -- est qu'Assad doit partir. » Le gouvernement Trudeau a aussi fait sien la position des États-Unis que la Russie, en raison de son appui militaire et politique au gouvernement syrien, est elle-même responsable des présumées attaques chimiques. Freeland a dit : « La Russie doit décider si elle veut accroître son appui à ce régime sanguinaire ou si elle veut déclarer : 'Nous ne voulons pas être associés à cela'. »

Le 10 avril, le président des États-Unis Donald Trump et la première ministre de la Grande-Bretagne Theresa May ont prétendu que la frappe étasunienne offrait à la Russie une « occasion » de reconnaître que « son allégeance envers Assad n'a plus d'intérêt stratégique pour elle ». May et Trump ont déclaré que la visite du secrétaire d'État des États-Unis Rex Tillerson à Moscou les 11 et 12 avril ainsi que la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 qui avait lieu au même moment seraient « une occasion d'aller vers une solution qui engendrerait un règlement politique durable ». À la réunion du G7 du 11 avril, les États-Unis et la Grande-Bretagne représentée par le secrétaire des Affaires étrangères britanniques Boris Johnson ont appelé à de nouvelles sanctions contre la Fédération de Russie, soi-disant en raison de l'appui de la Fédération à la Syrie. Selon les médias, cette proposition a fait l'objet d'un veto de la part de l'Allemagne et de l'Italie ainsi que de représentants de l'Union européenne. Les médias rapportent que l'impossibilité d'en arriver à une entente sur de nouvelles sanctions contre la Russie et le fait que le secrétaire d'État des États-Unis, Rex Tillerson, n'ait pas réussi à convaincre les représentants russes de la nécessité d'un changement de régime en Syrie lors de sa visite à Moscou les 11 et 12 avril font en sorte que cette stratégie a été un échec.



**Les États-Unis menacent la péninsule coréenne avec
leur groupe d'attaque aéronavale**

**Bas les pattes de la Corée! Troupes américaines,
hors de Corée! Les États-Unis doivent signer un
traité de paix immédiatement!**

- Philip Fernandez et Yi Nicholls -

**Piquets à Toronto contre les préparatifs de guerre
impérialistes américains dans la péninsule coréenne**



**Piquet à Toronto le 5 avril contre les préparatifs de guerre des impérialistes américains en
Corée**

Mercredi 19 avril - 17h à 18h
Dundas Square (Yonge et Dundas)

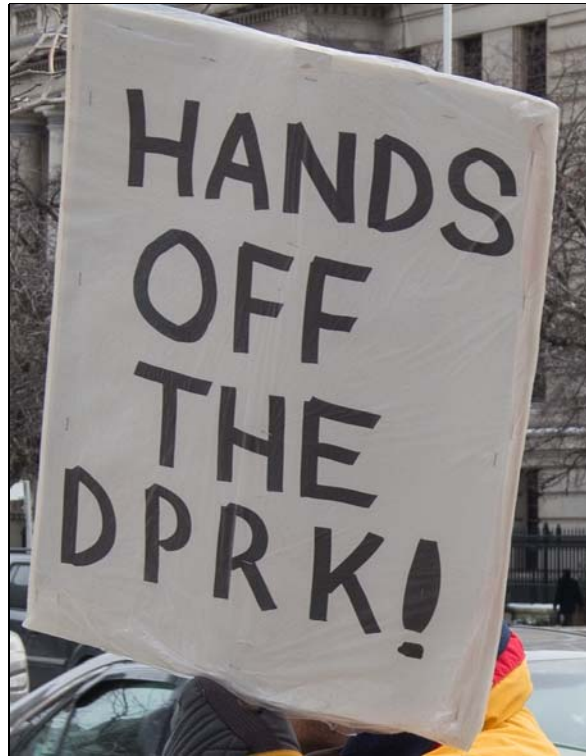
Mercredi 26 avril - 17h à 18h
Cour supérieure de l'Ontario (de l'autre côté de la rue du
consulat des États-Unis)
361 avenue University

*Organisé par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et
la Fédération coréenne du Canada
Information : (647) 907-7915*

Le 8 avril, le Commandement militaire américain pour le Pacifique a annoncé qu'il déployait dans les eaux coréennes le groupe d'attaque aéronavale de la Troisième flotte des États-Unis, composé du porte-avions *Carl Vinson* et de sa flotte, pour « confronter » la menace que poserait la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Dans le contexte de la situation tendue sur la péninsule coréenne à cause du refus américain de négocier un traité de paix et de normaliser les relations avec la RPDC depuis près de 65 ans, cette plus récente agression américaine pourrait préparer le terrain à une guerre nucléaire ou une guerre mondiale. Cela ne doit pas passer ! Le prétexte invoqué pour ce déploiement est le test de missile du 5 avril. C'est une façon de nier que la RPDC a été placée dans une situation où elle doit défendre sa souveraineté contre l'agression

constante qui est exercée contre elle depuis la défaite des États-Unis dans la Guerre de Corée en 1953.

Le porte-avions *Carl Vinson* et sa flotte se sont retrouvés dans les eaux coréennes plus tôt cette année dans le cadre des exercices de guerre Key Resolve/Foal Eagle visant l'invasion et le changement de régime qui ont commencé en mars et comprenaient des bombardiers, des avions de chasse et des navires capables de lancer des armes nucléaires. Ces exercices ont été les plus grands à avoir été tenus depuis 40 ans et l'expression de l'alliance militaire agressive entre le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis. Alors qu'il faisait route vers l'Australie, le groupe d'attaque a été rappelé dans la région pour accroître le poids de la menace contre la RPDC. Le groupe comprend le porte-avions de classe Nimitz *USS Carl Vinson* (CVN), deux destroyers lanceurs de missiles, le *USS Wayne E. Meyer* (DGG 108) de classe Arleigh Burke, le *USS Michael Murphy* (DGG 112) et le croiseur lanceur de missiles *USS Lake Champlain* (CG 57).



Le déploiement du groupe d'attaque s'est produit deux jours après que l'administration Trump ait lancé ses attaques aériennes illégales contre la Syrie. Le président a ordonné les frappes pendant son sommet avec le président chinois Xi Jinping en Floride, au cours duquel il a demandé à la Chine de « freiner » la RPDC. Ce synchronisme peut être considéré comme une menace à peine voilée bien que les agences de nouvelles aient rapporté que les discussions entre Trump et Xi auraient été amicales. Ces actions sont une réaffirmation du diktat impérialiste de « la loi du plus fort » et démontrent que l'administration Trump est un gouvernement des pouvoirs de police qui agit en dehors de la Charte de l'ONU, du droit international et des normes de la diplomatie internationale, un gouvernement prêt à mettre en péril l'humanité pour imposer l'hégémonie américaine.

Ce développement fait suite aux remarques prononcées par le secrétaire d'État américain Rex Tillerson lors de sa visite à Séoul, en Corée du sud, en mars dernier, à l'effet que l'administration Trump abandonnait la politique de « patience stratégique » de l'administration Obama face à la RPDC, laquelle stratégie aurait « échoué ». Tillerson a dit que le gouvernement américain ne veut pas entreprendre une action militaire mais que « toutes les options sont sur la table », ce qui selon lui comprend l'option d'une frappe nucléaire préventive.

Une longue histoire de présence d'armes nucléaires américaines sur la péninsule coréenne

Les États-Unis ont introduit la première arme nucléaire en Corée du sud en 1958, un missile qui pouvait porter une ogive nucléaire appelée « Honest John ». Ils ont continué depuis ce temps à introduire des armes nucléaires. Leur prétention d'avoir retiré leurs armes nucléaires de Corée du sud en 1992 est fausse car leurs navires et leurs avions de guerre stationnés autour de la péninsule ont toujours eu la capacité de lancer une frappe nucléaire. Aujourd'hui, les États-Unis possèdent 90 bases terrestres et maritimes en Corée du Sud, avec 30 000 soldats armés des armes les plus modernes.

De plus, il a été révélé que le gouvernement sud-coréen du président Park Chung-hee (1963-1979), le père de la présidente actuelle Park Guen-hye emprisonnée récemment, a tenté de construire un programme d'armes nucléaires secret dans les années 1970. On lit dans un article récent du journaliste américain Wayne Madsen : « Dans un message secret de Séoul au département d'État le 4 novembre 1974, l'ambassadeur des États-Unis à Séoul Richard Sneider a informé le département que lors de conversations avec l'ambassadeur canadien à Séoul, James Alexander Stiles, l'envoyé canadien avait dit connaître l'existence d'un 'programme de détournement ' potentiel sud-coréen visant à fournir de la technologie canadienne d'énergie nucléaire au programme secret d'armes nucléaires de Séoul. » [1] Madsen mentionne entre autres choses que l'Agence internationale de l'énergie atomique avait découvert en 2004 que l'Institut de recherche sur l'énergie atomique de la Corée du Sud procédait secrètement à l'enrichissement de plutonium pour fabriquer des armes nucléaires.



Aujourd'hui, l'administration Trump songe ouvertement à installer des armes nucléaires en Corée du Sud une fois de plus, suivant l'argument irrationnel que c'est la RPDC qui représente une menace et qu'une dissuasion nucléaire s'impose donc. L'administration Trump a même évoqué la possibilité d'autoriser le Japon à développer des armes nucléaires.

Les Coréens dans le sud comme dans le nord se sont constamment opposés à l'agression américaine et à la présence de troupes américaines en sol coréen. Depuis des mois il y a de nombreuses actions de protestation contre

l'installation en Corée du Sud du système de défense ponctuelle de théâtre à haute altitude (THAAD) qui met la région en danger et auquel la Chine et la Russie s'opposent également. Cela fait des années que les Coréens s'opposent à la présence de bases américaines, dont la nouvelle base navale en construction sur l'Île de Jeju. Nul doute qu'ils vont s'opposer au plan des États-Unis et de leurs laquais sud-coréens de réintroduire des armes nucléaires en Corée du Sud.

Les États-Unis ont rejeté les appels multiples de la RPDC à signer un traité de paix et saboté les efforts de la Chine pour que soit négociée une solution politique menant à la dénucléarisation de la péninsule coréenne par le biais des « pourparlers à six » entre les États-Unis, la Chine, la RPDC, la Corée du Sud, le Japon et la Russie. Cette intransigeance montre bien qui veut la paix et qui veut la guerre.

Les impérialistes américains n'ont jamais renoncé à leur ambition de s'emparer de la péninsule coréenne qui est située stratégiquement et d'en faire une tête de pont pour la conquête de l'Asie. Ils ont divisé la péninsule coréenne en 1945 et maintenu depuis une présence militaire en Corée du Sud. Ils ont mené une guerre illégale, la Guerre de Corée, de 1950 à 1953 pour maintenir la Corée divisée et le peuple subjugué. Il est important de garder à l'esprit que cette guerre d'agression comprend la destruction complète de villes et villages, y compris pratiquement tous les immeubles de la capitale de la RPDC, Pyongyang. Les frappes américaines ont ciblé les barrages hydro-électriques de la RPDC pour laisser le pays sans électricité et ses terres agricoles inondées et tué pas moins de trois millions de Coréens. Le général des Forces de l'air américaines Curtis LeMay, chef du Commandement aérien stratégique durant la guerre de Corée, avouera plus tard : « Sur une période d'environ trois ans, nous avons tué 20 % de la population. »

La RPDC, avec l'appui de l'Armée des volontaires du peuple chinois, a défait les États-Unis et les a forcés à signer un Traité d'Armistice. Les États-Unis et leurs alliés dont le Canada n'ont cessé depuis ce temps de chercher à isoler la RPDC par les menaces et le chantage militaires et en lui imposant des sanctions financières et commerciales débilantes, justifiées par une désinformation anticomuniste virulente, dont une campagne frauduleuse sur la « violation des droits humains ». La RPDC a toujours refusé de se soumettre. Les impérialistes américains ont alors décidé de blâmer les victimes et même les faire passer pour des personnes paranoïaques.



Les Canadiens doivent examiner les faits objectivement et tirer les conclusions qui s'imposent sur qui représente réellement une « menace » sur la péninsule coréenne. De plus, la situation requiert que le peuple revitalise le mouvement antiguerre et travaille à amener le Canada à adopter une position antiguerre de principe et indépendante contre l'agression impérialiste dans la péninsule coréenne et dans le monde, une position qui rejette le recours à la force pour résoudre les différends entre les peuples et les pays. Les Canadiens doivent rejeter les ententes avec l'administration Trump par le gouvernement Trudeau qui entraîne le Canada dans les agressions américaines au nom de la sécurité du Canada. Ils doivent déclarer qu'il y existe « Une humanité ! Une lutte » et que « Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous ! »

Face à cette situation dangereuse, les gens épris de paix et de justice doivent condamner d'une seule voix ce nouvel acte d'agression des États-Unis contre la RPDC et demander que l'administration Trump cesse son chantage et ses provocations nucléaires contre la RPDC et signe un traité de paix immédiatement. C'est ce que demandent le peuple coréen, le peuple canadien et l'humanité tout entière.

Bas les pattes de la RPDC ! Les États-Unis doivent immédiatement signer un traité de paix avec la RPDC !

Le groupe d'attaque aéronavale du Carl Vinson n'a pas d'affaire dans les eaux coréennes !

Non aux exercices militaires Key Resolve des États-Unis et de la Corée du Sud !

Pas de système de défense antimissiles en sol coréen !

Troupes américaines, hors de Corée !

Note

1. Wayne Madsen, « The North Korean Issue Will Not be Solved on America's Terms Alone », Strategic Culture Foundation, 8 avril 2017



21e Séminaire international «Les partis et une nouvelle société»

Des partis politiques se réunissent au Mexique pour discuter des développements actuels



Du 23 au 25 mars s'est tenu à Mexico le 21e Séminaire international « Les partis et une nouvelle société » organisé par le Parti du travail mexicain (PT).

Pour la 21e année consécutive, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) y a participé, représenté cette année par une délégation de la Commission internationale du Comité central. Celle-ci s'est jointe aux 270 autres délégués représentant 127 partis politiques et organisations communistes, ouvrières et progressistes provenant de 36 pays et de 5 continents. Plus de 200 délégués et observateurs mexicains de divers États de la République ont aussi participé aux délibérations.

Le séminaire était organisé en sessions de discussion et d'échange d'expériences sur les trois aspects suivants :

1. Bilan du programme de transition des gouvernements ayant des projets d'édification nationale alternatifs
2. La réponse à la contre-offensive de l'impérialisme contre les gouvernements et les projets alternatifs d'édification nationale
3. Des sujets d'actualité comme les conséquences pour l'Amérique latine et pour le monde de l'élection de Donald Trump comme président des États-Unis, la lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme, la paix et le militarisme

Une des préoccupations principales d'un grand nombre de délégations était la signification de l'élection de Trump et que penser de la situation actuelle. C'est le sujet sur lequel la délégation du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a fait une présentation et il y a eu aussi un panel spécial sur cette question. La présentation du PCC(M-L) est reproduite ci-dessous.

La session d'ouverture du séminaire a été dédiée à la vie et l'oeuvre du camarade Fidel Castro. C'était très pertinent puisqu'un thème majeur qui est revenu dans toutes les procédures était un thème cher à Fidel, soit la cause de l'unité la plus large des peuples avec comme objectif de faire progresser l'édification de la société nouvelle.



Plusieurs personnalités ont participé au séminaire et ont parlé de luttes spécifiques importantes qui se déroulent en ce moment dans leurs pays. L'ancienne sénatrice colombienne Piedad Cordoba a lancé l'appel à tous à appuyer la mise en oeuvre des accords de paix entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) et le gouvernement et a fait valoir la nécessité d'un accord semblable avec l'Armée de libération nationale (ELN). La candidate présidentielle du Honduras, Xiomara Castro, du Parti Libre, a elle aussi pris la parole de même qu'Adán Chávez du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), le ministre vénézuélien de la Culture. Un jeune de l'Université de Porto Rico a parlé de la lutte des étudiants contre les coupures draconiennes dans l'enseignement postsecondaire telles qu'exigées par la Commission de contrôle des finances imposée par les États-Unis et du fait que les jeunes sont aux premiers rangs de la lutte pour l'indépendance de Porto Rico du joug colonial.

Des résolutions ont été adoptées pour notamment dénoncer les activités perfides qui se trament contre le Venezuela dans l'Organisation des États américains et pour appuyer le droit de la république bolivarienne et du peuple vénézuélien de réaliser leur destinée, libres de toute ingérence étrangère. Une autre résolution a exprimé l'appui à la paix en Colombie et à la libération du membre du FARC-EP, Simon Trinidad, toujours incarcéré en tant que prisonnier politique aux États-Unis. D'autres résolutions ont exprimé l'appui aux forces progressistes de l'Équateur déterminées à faire élire le candidat d'Alianza Pais, Lenin Moreno, aux élections présidentielles du 2 avril, exigé la fin de la persécution des prisonniers politiques basques par le gouvernement de l'Espagne et la libération du prisonnier politique Milagro Sala en Argentine. Elles ont aussi exigé que le gouvernement mexicain rende des comptes pour le sort des 43 assistants-professeurs disparus (les 43 d'Ayotzinapa) et exprimé leur appui au peuple palestinien.

(Photos : PT)



Sur la signification de la nouvelle administration Trump

- Présentation du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -

L'élection de Donald Trump représente la volonté d'une section de la classe dominante d'établir un État policier et de dépasser les limites de la Constitution américaine. Une autre section de la classe

dominante veut aussi établir un État policier mais elle veut le faire en maintenant les apparences d'une constitution fonctionnelle.



Aperçu de la salle du séminaire le 24 mars 2017

Beaucoup aux États-Unis et en Europe croient que l'élection de Trump et l'élection possible de Marine Le Pen en France représentent le triomphe de l'extrême droite. Ils disent que la xénophobie et la peur de l'insécurité économique motivent les gens à voter pour l'extrême droite. Ils acceptent les élections comme une expression légitime de la volonté du peuple alors qu'elles sont une fraude puisque le peuple est privé de la possibilité d'élire ses propres représentants et de décider de ses propres priorités. Ce sont les cercles dominants qui choisissent les candidats et qui fixent le cadre idéologique et politique des campagnes électorales. Dire que ces présidents sont élus par le peuple est un affront à la conception d'élections. Blâmer le peuple pour le racisme et la xénophobie ne tient pas non plus puisque c'est ne pas tenir compte de l'influence colossale de la politique de diviser pour régner qui demeure l'arme privilégiée de l'élite dominante aujourd'hui. L'élection de Donald Trump le confirme et montre que le racisme et les attaques racistes sont en fait organisés par l'État.

Accepter que l'élection de Trump représente le triomphe de l'extrême droite, c'est laisser entendre que Clinton, Hollande, Trudeau, Fox, Obama et d'autres sont du centre, du centre-gauche ou même de la gauche. En fait, ils adhèrent tous au néolibéralisme et à son programme antiouvrier, raciste, guerrier et antinationale, c'est-à-dire aux politiques « de droite ».

Il y a eu beaucoup plus d'assassinats par drone et de décrets présidentiels sous l'administration Obama que sous son prédécesseur George W. Bush. On nous dit néanmoins qu'Obama était moins dangereux que Trump. De même on nous dit que Hollande n'est pas aussi mauvais que Marine Le Pen, bien que c'est lui qui ait institué les mesures d'exception après les attentats terroristes pour ensuite incorporer ces pouvoirs de police à la Constitution française.

L'État-nation français et son autorité publique sont en crise car les pouvoirs de police sont le seul aspect qui reste de l'autorité publique. L'idée même qu'un gouvernement des pouvoirs de police puisse être considéré comme un gouvernement des lois est absurde. On n'a qu'à penser au gouvernement Pinochet au Chili ou au gouvernement d'Argentine durant l'Opération Condor pour voir comment il est absurde de croire que les conditions du gouvernement des pouvoirs de police peuvent être compatibles avec le gouvernement des lois.

Alors à notre avis, il ne fait pas de sens de persister à voir cela comme une opposition entre idéologies et politiques d'extrême droite, de droite, de centre et de gauche, puisque cela ne correspond à rien dans la réalité. Bien qu'une lutte idéologique résolue soit nécessaire contre la bourgeoisie et ses croyances et ses valeurs racistes, misogynes, antiouvrières et anticommunistes, à notre avis il n'est pas utile de dire que les problèmes aux États-Unis (ou même en Europe) sont idéologiques comme tels.

Selon notre analyse de la situation, nous vivons un moment historique très particulier où les vieilles formes établies dans les constitutions des États-nations bourgeois tels que créés aux XXIIIe et

XIXe siècles et qui ont donné naissance au genre de société civile qui était nécessaire à ce moment-là pour protéger les droits de propriété de la bourgeoisie -- un moment historique où ces formes sont épuisées et ne fonctionnent plus. Les arrangements, les institutions, la forme des élections pour se donner une légitimité et la forme du partage des pouvoirs entre les différents paliers de gouvernement, la façon d'établir la citoyenneté et de conférer des droits selon la définition qu'en donne la classe dominante, etc., tout cela est devenu désuet et anachronique. Ces formes sont épuisées



Par contre, les formes qu'exige la nouvelle société humanisée aujourd'hui ne sont pas encore créées. L'humanité n'a pas encore réussi à donner naissance aux nouvelles formes dont nos sociétés ont besoin et qui sont basées non pas sur la défense des droits privés mais sur la défense des droits que tous possèdent du fait qu'ils sont des êtres humains. Ces formes naissent de la résistance à la négation des droits et du travail théorique nécessaire à leur formulation, comme on le voit par exemple à Cuba et ailleurs où le

refus de se réconcilier avec l'abandon de l'être humain mène à la découverte de nouvelles choses, de nouvelles façons de faire.

À notre avis, la lutte féroce au sein de la grande bourgeoisie aux États-Unis est entre ceux qui, comme Trump, représentent ceux qui veulent les droits policiers sans limites et ceux qui veulent ces mêmes droits policiers mais avec une sanction constitutionnelle. Sans vouloir faire de grands parallèles historiques, il reste que la situation rappelle la lutte au sein de la bureaucratie hitlérienne, entre l'aile extrême des forces nazies qui ont formé les Chemises brunes et qui voulaient exterminer tous les juifs et l'aile qui voulait des règles pour reconnaître les juifs et les distinguer du reste de la population avant de les expulser, les déposséder et les envoyer à leur mort.

Ce n'est pas sans raison qu'après la chute de l'Union soviétique les grands médias ont cherché à désinformer l'opinion publique avec des histoires d'affrontement entre « conservateurs » et « modérés ». Après tout, on nous parle aujourd'hui de luttes entre les musulmans « intégristes », c'est-à-dire « extrémistes », et les « modérés ». C'est fait pour occulter le besoin de construire le front du peuple à la défense de ses propres intérêts indépendants, pour que la lutte contre le vieux monde ne donne pas naissance à un monde nouveau bâti par l'être humain. Les peuples sont censés rester les otages des intérêts privés des oligopoles guerriers du monde.

Il est clair par son comportement que Trump cherche à voir jusqu'où il peut repousser les limites. Toutes les limites au recours aux pouvoirs de police imposées par la Constitution sont sous attaque. Les décrets présidentiels testent ces limites, pour voir qui réussira à leur faire obstacle et comment ces obstacles peuvent être surmontés. Il s'agit de voir jusqu'où il peut aller dans cette direction. L'opposition, de son côté, adopte pour stratégie de déclarer ses décrets inconstitutionnels et de recourir au processus judiciaire le plus possible pour faire respecter les limites d'une constitution en crise, une constitution qui ne répond plus aux besoins du présent.

Cette contradiction se reflète également dans l'affrontement entre les droits de l'État fédéral et les droits des États. N'oublions pas que les États-Unis d'Amérique ont été créés par treize républiques souveraines. Les États ont des droits que le fédéral veut aujourd'hui leur enlever parce que le programme de privatisation est dirigé par des oligopoles dans tous les secteurs, que ce soit l'énergie, la fabrication de voitures et d'équipement de guerre, le contrôle de l'eau, l'éducation, la santé ou plutôt « l'industrie de la santé » comme on l'appelle, etc. Même les forces armées sont

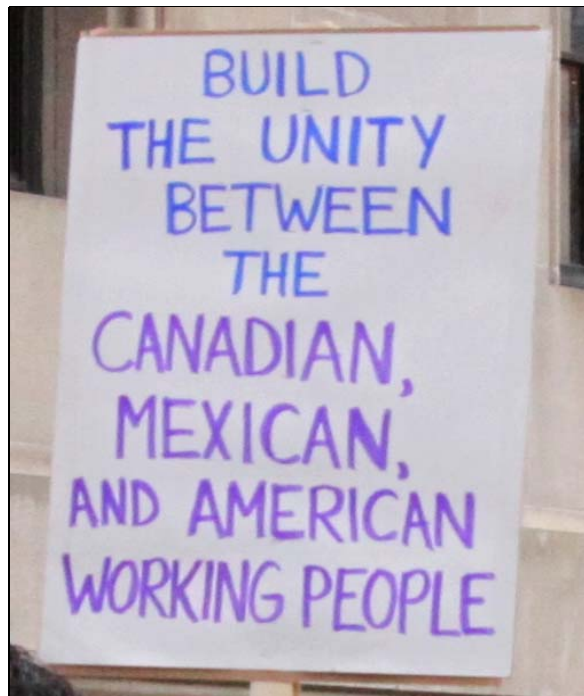
privées de nos jours, comme le sont aussi les forces policières et de sécurité. N'oublions pas que les États et les villes qui se sont déclarés des sanctuaires pour les personnes ciblées par les déportations de l'administration Trump ont des pouvoirs policiers énormes et qu'ils contestent les pouvoirs fédéraux. Lorsqu'un État ou une ville sanctuaire se porte à la défense des immigrants, personne aux États-Unis n'oublie que ces forces policières sont tout aussi racistes, xénophobes et meurtrières, surtout envers les noirs et les communautés latino, que les forces fédérales. Dans son opposition aux mesures racistes et anti-immigrants, le peuple peut exploiter ces différends entre le pouvoir fédéral et le pouvoir des États et villes sanctuaires afin de se défendre dans des circonstances précises, comme celles qui existent aujourd'hui. Dans ce sens, la résistance se réaffirme courageusement encore une fois avec toutes les très importantes caractéristiques qui lui sont propres, mais à la condition de ne pas succomber à l'illusion que la Constitution des États-Unis puisse servir à défendre les droits du peuple si seulement les forces dites modérées parvenaient à gagner la bataille contre les forces extrémistes. La résistance doit être dirigée par des efforts qui mènent à la création d'un front uni du peuple étasunien autour de sa classe ouvrière et doit s'appuyer sur son expérience de lutte et de résistance pour forger et réaliser une vision du monde qui défende les droits de tous.

À cet égard, nous croyons qu'il est important de déployer en même temps les efforts nécessaires pour construire l'unité internationaliste, en ce qui nous concerne entre les peuples du Canada, des États-Unis et du Mexique contre les visées intégrationnistes des impérialistes américains qui veulent intégrer les trois États et gouvernements pour créer une Forteresse Amérique du Nord, un nouvel État impérialiste américain braqué contre les peuples du monde.

Au Canada, le gouvernement Trudeau fait son possible pour persuader l'administration Trump que l'économie canadienne est tellement intégrée à celle des États-Unis que le Canada ne devrait pas être la cible des mesures prises contre le Mexique, qui seraient quant à elles justifiées dans la mesure où elles ne s'appliquent pas au Canada.

Nous nous appuyons entièrement sur le programme de la classe ouvrière du Canada, des États-Unis et du Mexique pour la défense de nos intérêts nationaux sur la base de nouveaux arrangements qui défendent l'être humain et non pas la propriété privée des oligopoles. Notre slogan est : « Une humanité, une lutte ».

Aussi faisons-nous tous les efforts nécessaires pour renforcer le mouvement antiguerre afin que le Canada puisse devenir une zone de paix tout comme la CELAC a pu le déclarer pour l'Amérique latine et les Caraïbes. De plus, nous nous joignons à toutes les forces progressistes pour mettre fin au blocus contre Cuba ainsi qu'aux grands efforts pour exiger la fermeture de la base militaire étasunienne à Guantánamo et pour que ce territoire national soit rendu à Cuba. Nous félicitons la direction du Parti communiste de Cuba, ses membres et le peuple cubain pour avoir su trouver dans son héroïque lutte de résistance les formes pour le renouvellement et la sauvegarde de son projet social. Nos félicitations aussi aux peuples vénézuélien, colombien et autres qui parviennent à trouver une voie vers l'avant dans la défense de leurs droits dans les conditions qui s'imposent. Ils vont venir à bout de la réaction.



En terminant, nous voulons exprimer notre entière confiance envers les peuples du Canada, des États-Unis, du Mexique et de tous les pays et leur capacité de poursuivre leur lutte de résistance contre les tentatives de l'impérialisme et de la réaction de nous priver des droits qui nous appartiennent en tant qu'êtres humains qui dépendent de sociétés modernes pour vivre et pour leur bien-être, et que, de cette lutte de résistance naîtront les nouvelles formes dont a besoin la société.

(Traduit de l'espagnol par LML. Photos : PT, LML)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca